

Azerbaïdjan



Le président **Ilham Aliev** (sans sa femme et sa fille)) a pris la parole devant l'Assemblée Générale de l'ONU, il a déclaré en substance :

«La raison pour laquelle l'Arménie ne respecte toujours pas les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU est la double norme appliquée par la communauté internationale.

Depuis plus de 25 ans, l'Arménie occupe 20% du territoire de l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh et sept autres régions de notre pays.

Le Haut-Karabakh est une partie ancienne et historique de l'Azerbaïdjan. Plus d'un million d'Azerbaïdjanais sont devenus des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

L'Arménie a commis un génocide contre les Azerbaïdjanais en 1992 à Khojaly, tuant 613 résidents pacifiques, dont 106 femmes et 63 enfants. L'un de ces criminels de guerre qui a commis ce génocide est le président actuel de l'Arménie

L'Azerbaïdjan s'engage à régler pacifiquement le conflit mais, en même temps, il défendra ses citoyens conformément à la Charte des Nations Unies si les provocations militaires arméniennes continuent et, si nécessaire, punira une fois de plus l'agresseur comme en avril 2016.

Le conflit du Haut-Karabakh doit être résolu sur la base du droit international, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. L'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan doit être entièrement restaurée".

(...)

Le ministre des Affaires étrangères, **Elmar Mammadiarov** a déclaré de son côté :

«J'exprime ma gratitude au nom du Gouvernement et du peuple de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation et de ses Etats membres pour un soutien total à la juste position de l'Azerbaïdjan en ce qui concerne l'agression de la République



d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan, ce qui a entraîné une occupation de 20% des terres azerbaïdjanaises avec un nettoyage ethnique notoire de 1 million d'Azerbaïdjanais.

La République d'Azerbaïdjan souligne une fois de plus qu'il ne se reconciliera jamais avec l'occupation de ses territoires. La résolution du conflit n'est possible que sur la base de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan dans ses frontières internationalement reconnues. À cet égard, nous nous appuyons également sur le rapport de la réunion du Groupe de contact de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sur l'agression de la République d'Arménie contre la République d'Azerbaïdjan, qui s'est tenue au siège de l'ONU le 19 septembre 2017.

Les déclarations et la rhétorique belliqueuse de la direction politico-militaire de l'Arménie et les tentatives de boycotter ou de torpiller les négociations de fond indiquent l'apparente réticence de l'Arménie à s'engager de manière constructive pour le règlement des conflits,» a-t-il ajouté.

(...)



«Les députés de la Chambre des représentants des États-Unis - David Valadao, Frank Pallone et Tulsi Gabbard ont été inclus dans la liste des persona non grata du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères, pour avoir visité illégalement les territoires azerbaïdjanais occupés par l'Arménie,» a déclaré **Hikmat Hajiyev**, porte-parole du Ministère des Affaires

étrangères azerbaïdjanais.

«La visite illégale des congressistes des États-Unis dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan signifie une violation flagrante de l'intégrité et de la souveraineté territoriale de l'Azerbaïdjan ainsi que des lois sur l'entrée-sortie du pays et sur les passeports.

Ils enfreignent les normes et les principes du droit international, l'Acte final d'Helsinki, et en même temps, justifient et soutiennent l'occupation des territoires azerbaïdjanais par l'Arménie, le nettoyage ethnique sanglant de plus d'un millions d'Azerbaïdjanais pacifiques dans les territoires occupés et le séparatisme agressif.

Malheureusement, ces types de visites illégales et biaisées sapent l'autorité du Congrès américain dans la société d'Azerbaïdjan et sur l'arène internationale.

De telles actions, prises conjointement avec l'Arménie et le lobby arménien, sont provocantes et servent à saper les efforts des coprésidents du groupe Minsk de l'OSCE, y compris ceux des États-Unis, pour assurer la paix et la stabilité dans la région.

Ces individus ont prouvé à plusieurs reprises qu'ils étaient sous l'influence financière des milieux de lobbyistes arméniens opérant aux États-Unis, en particulier le Comité national arménien d'Amérique (ANCA), une organisation radicale et raciste. Selon les termes financiers de cette visite, les comités d'éthique compétents du Congrès américain doivent faire l'objet d'une enquête.

Nous exhortons également les autres membres de la Chambre des représentants des États-Unis, qui respectent les valeurs morales et éthiques et la règle de droit aux niveaux national et international, ainsi que les électeurs des domaines où ces personnes ont été élues d'évaluer correctement et de condamner les actions de David Valadao, Frank Pallone et Tulsi Gabbard", a-t-il ajouté.